

créteil le 10 novembre 2011

**Préparer la riposte contre l'austérité, dans un réel rapport de force !**

Après **FILLON 1** du 24/08/2011 et 12 md€ euros d'économies (1 md€ en 2011 et 11 Md€ en 2012) , revoilà **FILLON 2** dans une second plan d'austérité 2012/2016 dévoilé le 7 novembre à hauteur de **64.7 milliards d'euros** de réduction de la dette avec encore une contribution portée essentiellement par les salariés et un zeste de "solidarité" des classes riches et des entreprises : tva, fiscalité, retraites maladie....

Déjà le 30 juin 2011 , notre Organisation syndicale prenait l'initiative de mobiliser et d'informer l'opinion publique et les salariés dans sa journée du 20 septembre .

Aujourd'hui la crise de confiance s'aggrave avec les déclarations des agences de notation, le **triple AAA** accordé à la France est menacé de ses **déficits publics**...alors il convient de rassurer les leviers économiques et financiers : c'est ce que l'on appelle une maîtrise de la dette publique que certains souhaitaient même écrire dans la Constitution Française, la fameuse Règle d'or !

Le dernier **Comité Confédéral National FORCE OUVRIERE**, composé des UD et fédérations, écrivait dans sa résolution générale le 14 octobre:

**Combattre l'austérité, la dette n'est pas celle des travailleurs**

En France comme dans l'Union européenne et ailleurs, la situation ne cesse de se dégrader pour les travailleurs. C'est pourquoi, le CCN exige :

- une répartition différente des richesses ;
- de nouvelles règles internationales, contraignantes et contrôlées, en matière de finance, de change et de commerce, respectueuses des normes internationales du travail ;
- une véritable lutte contre la spéculation financière et le dumping social ;
- des politiques économiques, coordonnées au plan international, créatrices d'emplois productifs et une réorientation importante des modalités de la construction européenne.

La crise en cours du capitalisme et la folie des marchés financiers montrent qu'il faut changer de modèle. Les Etats doivent s'émanciper des marchés. Le CCN s'oppose à l'austérité, récemment accentuée par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances pour 2012. En plus d'être économiquement dangereux, réduire à nouveau les dépenses publiques et sociales serait lourd de conséquences pour les travailleurs et pour la République. Le CCN combat toute austérité, qu'elle soit de droite, de gauche ou syndicale.

Le CCN dénonce la logique qui vise à sacrifier les dépenses les plus essentielles pour réduire un endettement public dont les salariés ne sont nullement responsables. Il s'oppose au projet de « règle d'or » qui veut inscrire dans la Constitution une obligation de retour ou de maintien à un équilibre des finances publiques. Si un référendum était organisé à ce sujet, la cgt FORCE OUVRIERE appellerait à voter contre cette règle, notamment attentatoire à la liberté de négociation.

Pour le CCN, l'impôt sur le revenu (IR) doit redevenir l'instrument majeur et central d'une politique fiscale basée sur l'égalité républicaine, la redistribution et la justice sociale. Il dénonce la diminution de l'impôt de solidarité sur la fortune. Il exige la réhabilitation de l'IR en renforçant la progressivité sur l'ensemble des revenus et en effectuant une réforme globale d'ampleur des niches fiscales.

Le CCN s'oppose au projet d'augmentation de la contribution sociale généralisée dont l'assiette pourrait être élargie (basée sur 98 % des revenus et non plus sur 97% actuellement). La modification de la base de calcul de la C.S.G. constitue une augmentation généralisée de l'impôt que paient déjà à 85% les salariés !

**OUI maintenant , il faut appuyer cette nécessaire mobilisation de dire NON à l'austérité dans un réel rapport de force qui passe par un appel ferme à 24 h de grève interprofessionnelle.**

**L'Union départementale avec sa commission exécutive réunie ce jour , invite l'ensemble des syndicats comme les salariés à préparer les conditions de cette riposte , assemblée générale, revendications et plate forme commune...**

**Priorité aux salaires, à l'emploi et aux services publics.**

## DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

Pour la CE, les annonces du Premier ministre le 7 novembre accentuent l'austérité imposée par le gouvernement depuis plusieurs années. En moins de 3 mois, les salariés sont lourdement touchés : taxes sur les complémentaires santé, CSG, aggravation de la contre-réforme des retraites, augmentation des impôts (IRPP – TVA), perte de pouvoir d'achat de prestations sociales, détérioration et remise en cause accentuées des services publics et des services de santé (RGPP); autant de mesures que la CE de FO condamne et dont elle demande l'abandon.

Pour la CE, l'austérité constitue une triple erreur, un triple danger :

- elle menace l'activité économique et l'emploi faisant glisser l'économie vers la récession,
- elle accentue les inégalités sociales et veut faire payer aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables,
- elle sape les principes républicains et les droits sociaux.

Pour la CE l'austérité, d'où qu'elle vienne (« de droite ou de gauche ») est inacceptable. En ne s'émancipant pas des marchés financiers, en s'inscrivant dans la dictature de la dette, les gouvernements fragilisent la démocratie et l'Union Européenne s'affiche de plus en plus comme une contrainte restrictive, le dumping et la régression l'emportant sur la solidarité et le progrès.

Pour toutes ces raisons, la CE considère qu'une réponse déterminée est nécessaire. Cette réponse ne peut en aucun cas consister en une succession de manifestations ou journées d'action dont on a fait le constat de l'inefficacité l'an dernier.

***Pour la CE, condamner les plans d'austérité annoncés et contrer toutes nouvelles annonces nécessite de préparer, par l'action commune, un appel à 24 heures de grève interprofessionnelle.***

*Adoptée à l'unanimité.*

Paris, le 9 novembre 2011